

Le FFS dénonce la justice française

Dans un communiqué rendu public, le parti de Hocine Aït Ahmed constate que «la cour d'appel de Paris a confirmé, le 10 septembre 2015, le non-lieu prononcé en novembre 2014 dans l'affaire Mécili» et estime qu'il s'agit d'un verdict éminemment politique, un verdict qui consacre le déni de la vérité et la prééminence de la raison d'Etat sur la justice et les droits de l'Homme. Par cette décision, la justice française se distingue, une nouvelle fois, par sa partialité dans le traitement de cette affaire et assure l'impunité totale à l'assassin et aux commanditaires présumés». Et d'ajouter : «La justice, c'est les faits et le droit. Dans cette affaire, telle que traitée par les tribunaux français, ni les faits ni le droit ne sont respectés ; seule la raison d'Etat a prévalu.

Le FFS rappelle qu'il s'agit d'un assassinat politique et que ce verdict

n'est qu'une tentative d'une clôture politique et non judiciaire de l'affaire.

Le FFS se joint à la famille Mécili, conteste et dénonce, avec la plus grande force, la décision de la cour d'appel de Paris.

Le FFS s'interroge sur les dessous d'une telle décision qui s'apparente à une vente concomitante entre la France et l'Algérie pour étouffer cette affaire.»

Enfin le plus vieux parti d'opposition ajoute que «l'ensemble de ses militantes et militants réaffirment leur soutien indéfectible à M^{me} Mécili et ses enfants dans leur combat permanent pour la vérité et la justice.

Le FFS soutiendra la famille Mécili dans toute action pouvant rendre justice dans cette affaire», conclut le communiqué du FFS.

R. N.



Aït Ahmed et Ali André Mécili.

Photos : DR

LE PROJET DE LOI PORTANT RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE À L'APN

La fuite des cerveaux en débat

La fuite des cerveaux a été, comme il fallait s'y attendre, au cœur des débats, hier à l'APN à l'occasion de l'exposé du projet de loi portant recherche scientifique et développement technologique.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Aucun ou presque parmi les députés, près de 80 à s'inscrire pour les débats, n'a manqué d'évoquer ce fléau qui ne cesse de compromettre et sérieusement toute

perspective de recherche, socle de tout développement technologique que nombre de pays de la taille de l'Algérie ont compris depuis longtemps.

Ce pourquoi, d'ailleurs, certains intervenants, à l'image de Lyes Saâdi du FLN qui a relevé l'impérative mise en place d'un cadre juridique à même de limiter le phénomène et ainsi contraindre les bénéficiaires de bourses d'études à l'étranger à retourner au pays une fois le diplôme en poche. Et

de s'interroger sur «le profil de ces heureux bénéficiaires qui seraient majoritairement les enfants de hauts responsables et de ceux qui ont le bras long». Mais pour ce député, notre université souffre d'un autre fléau, celui du critère de «l'allégeance partisane dans la désignation des responsables, ce qui porte, selon lui, un coup fatal à l'intelligence et aux compétences».

Pour sa part, Ramdhane Taazibt du PT, ce projet de loi est «le bienvenu

quoiqu'il soit venu quelque peu en retard, à l'effet, selon lui, de mettre de l'ordre» dans le segment de la recherche scientifique. Il regrettera les «entraves bureaucratiques et l'absence d'une forte volonté politique» à booster la recherche scientifique. Car estimera-t-il, «Le 1% du PIB annuellement réservé à la recherche ces dernières années, suivant la norme fixée par l'Unesco, est faiblement exploité», regrettant que pas moins de 45 000 enseignants-chercheurs aient quitté le pays ces quinze dernières années, soit 50% des potentialités du pays en la matière.

Taazibt s'inscrira en faux contre l'obligation de résultats contenue dans ce projet de loi, estimant qu'un travail de recherche, s'il s'avère «inexploitable dans l'immédiat, pourra l'être à l'avenir». Il dira, par ailleurs, voir d'un mauvais œil l'investissement privé préconisé dans le secteur, considérant nos privés pas suffisamment aptes à s'impliquer, non sans émettre des craintes de voir «l'oligarchie mettre main basse sur la recherche».

Un autre parlementaire, Tahar Missoum du parti du Rassemblement algérien (RA), a abordé, lui, le fléau du plagiat qui caractérise ces derniers temps les mémoires de soutenances de diverses thèses, ce qui ternit davantage l'image de notre Université à l'extérieur. Il mettra le doigt sur l'orientation des nouveaux étudiants, à ses yeux, loin d'être fortuite, puisque gonflant à souhait le budget des œuvres sociales universitaires, de l'ordre de 6 milliards de dinars, notamment en matière de «transport des étudiants qui profite à un intervenant bien particulier».

Sa collègue du RND, représentant l'émigration dans la zone 3, a interpellé le premier responsable du secteur sur la problématique de l'authentification des diplômes de notre diaspora, ceci au moment où les pouvoirs publics s'évertuent à encourager le retour au bercail de notre matière grise, assez nombreuse à faire le bonheur de nombreux pays.

M. K.

LE GÉNÉRAL ABDAOUI À PARTIR DE BOUIRA :

«Nous faisons face à deux terrorismes»

Le général Abdaoui Abdelhafidh, commandant en chef du 1^{er} Commandement régional de la Gendarmerie nationale de Blida a présidé hier matin, en présence du wali de Bouira et de plusieurs personnalités civiles et militaires, la cérémonie d'installation du nouveau commandant de la Gendarmerie nationale de Bouira, le colonel Rouba Abdelkader, en remplacement du colonel Remati Ahmed.

En marge de cette installation, le général Abdaoui et s'adressant directement au nouveau commandant de la Gendarmerie nationale de Bouira a mis l'accent sur la nécessité de redoubler d'efforts pour que le citoyen se sente en sécurité concernant tant sa personne physique que ses biens. Il a en outre, et c'est parce que parmi les prérogatives de la Gendarmerie nationale il y a la sécurité routière, réitéré son appel pour que le citoyen soit également sécurisé dans ses déplacements. Aussi, la sécurité routière est appelée à être améliorée surtout dans cette wilaya tampon qui est traversée par plusieurs routes nationales dont la RN5 et la RN8, mais également et surtout l'autoroute Est-Ouest. Ainsi en abordant

ce sujet, le général dira que la Gendarmerie nationale aura à combattre la criminalité sous toutes ses formes, mais également le terrorisme qui se décline sous deux visages : le terrorisme classique qui est combattu en collaboration avec les autres forces de sécurité, mais aussi le terrorisme routier avec cette hécatombe enregistrée au niveau de nos routes. «Nous avons affaire à deux terrorismes, celui que tout le monde connaît et que nous combattons sans relâche, mais également le terrorisme routier», dira-t-il.

Plus loin, le général Abdaoui, qui semble tracer une sorte de feuille de route au nouveau responsable de la Gendarmerie nationale de Bouira, ordonnera à celui-ci d'élaborer un plan qui pourra



Le général Abdaoui Abdelhafidh.

ramener cette hécatombe à la baisse «avec l'implication de la société civile qui sera partie prenante dans les actions de sensibilisation, afin d'arriver à une culture de sécurité routière globale».

Signalons qu'après cette cérémonie, le général Abdaoui Abdelhafidh devait inspecter les locaux du siège du groupement de la Gendarmerie nationale de Bouira dans lequel la cérémonie a eu lieu, mais également certaines brigades

existantes au chef-lieu de wilaya, et sur son itinéraire de retour vers Alger. «Des inspections qui se feront, non pas pour voir les effectifs mais surtout les conditions dans lesquelles ces éléments évoluent», rappellera-t-il, en expliquant que «pour demander aux subalternes des comptes, il faut d'abord leur assurer toutes les conditions nécessaires en termes de moyens matériels et de logistique».

Y. Y.